



DÉBAT NATIONAL

Exprimons-nous !

AMÉLIORER LE POUVOIR D'ACHAT



Emploi



Équité



Lieux de travail



Mobilité



Energie

L'ENJEU

LIMITER LE POIDS DES DÉPENSES CONTRAINTEES ET AUGMENTER LES RESSOURCES DE CHACUN POUR AMÉLIORER LE POUVOIR D'ACHAT DE TOUS LES CITOYENS.

LE SENS

Il y a deux façons d'accroître le pouvoir d'achat : augmenter les ressources (revenu du travail et prestations sociales) et limiter le poids des dépenses contraintes. Il faut agir sur les deux leviers. Pour les revenus du travail, c'est dans les entreprises et les

administrations qu'il faut agir. Et c'est par des mesures de justice sociale et fiscale que le gouvernement pourra réduire le poids des dépenses contraintes (logement, électricité, téléphone...).

NOS PROPOSITIONS

PARTAGER ÉQUITABLEMENT LA RICHESSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE



La richesse créée dans une entreprise est aussi et surtout le fruit du travail des salariés. Lorsqu'une entreprise fait des profits, les actionnaires ou les dirigeants ne peuvent pas être les seuls bénéficiaires de ces bons résultats.



Le partage des richesses doit se faire en toute transparence, et de façon juste et équitable pour tous.

EXEMPLE

Exiger la communication dans l'entreprise de la répartition des bénéfices

Les salariés ignorent généralement comment les bénéfices de l'entreprise sont répartis entre l'investissement (en emploi, en matériel et en innovation), les salaires et les dividendes versés aux actionnaires. Il faut communiquer ces données auprès des salariés : via les représentants du personnel dans un premier temps, et par un affichage clair ensuite (avec le bulletin de paie par exemple)

EXEMPLE

Appliquer des sanctions dissuasives pour la non-transparence des écarts de rémunérations dans les entreprises

Les écarts entre les plus hautes rémunérations et les plus bas salaires sont très rarement connus. Selon le code du Travail, ces informations devraient être données aux représentants des salariés élus dans les comités sociaux et économiques. Mais ce n'est pas toujours le cas. Les élus peuvent agir avec le soutien des salariés, mais il faut aussi des outils de contrôle et des mesures dissuasives en cas de non-respect de cette obligation.

EXEMPLE

Limiter les écarts de rémunérations dans les entreprises

La transparence des informations n'a de sens que si elle sert un objectif de justice sociale dans la répartition des richesses de l'entreprise. Il faut donc rendre obligatoire une limitation des écarts de rémunération.

QUI ? Ce sont les entreprises qui doivent inclure dans leurs accords de Négociation annuelle obligatoire (NAO) un plafonnement des écarts de salaires.

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE SALAIRES ENTRE FEMMES ET HOMMES



Les métiers exercés et les postes occupés par les femmes doivent être mieux reconnus. Par exemple, 58% des salariés au SMIC sont des femmes (et même 65% dans les entreprises de plus de 250 salariés).



EXEMPLE

Conditions d'emploi et de travail

Il faut réévaluer les classifications et revaloriser les métiers majoritairement occupés par les femmes (notamment dans les services à la personne).



Il faut limiter les temps partiels contraints, subis majoritairement par les femmes.

AGIR POUR AMÉLIORER LES RESSOURCES ET/OU LES REVENUS DE CHACUN



En agissant dans les entreprises pour une meilleure répartition des richesses, nous améliorerons le pouvoir d'achat de 20 millions de salariés du privé en France. Pour les autres, notamment les agents des Fonctions publiques, les retraités ou encore les demandeurs d'emploi, il faut s'emparer d'autres leviers pour améliorer leur pouvoir d'achat



EXEMPLE

Améliorer le pouvoir d'achat des agents publics

Il faut revaloriser le point d'indice ou l'attribution de points supplémentaires pour les 5,2 millions d'agents publics.

EXEMPLE

Protection sociale des agents publics

Les employeurs publics doivent participer au même titre que les employeurs privés au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents.

QUI ? C'est la responsabilité de l'État comme employeur.

EXEMPLE

Améliorer le pouvoir d'achat des retraités

Il faut sortir de la sous-indexation des pensions pour assurer aux retraités une participation aux fruits de la croissance.

Les basses pensions doivent être revalorisées : après une vie entière au travail, le niveau de pension minimale est aujourd'hui de 950 euros/mois. Il faut qu'il soit au minimum au niveau du SMIC.

EXEMPLE

Minimas sociaux

Regrouper les minimas sociaux sous condition de ressources et simplifier leur accès autour de la constitution d'un socle de droits sociaux universels (qui maintient des compléments spécifiques aux situations de chacun : insertion, handicap et vieillesse).

AMÉLIORER LES CONDITIONS D'EMPLOI POUR LES TRAVAILLEURS QUI ALTERNENT SANS CESSE DE COURTES PÉRIODES D'EMPLOI ET DE CHÔMAGE



Sur l'ensemble des embauches en France, près de 9 sur 10 se font en CDD, et 70% d'entre elles durent moins d'un mois. Ces personnes sont des travailleurs précaires qui enchainent souvent dans le mois plusieurs CDD ou missions d'interim : 70% de ces travailleurs ont un revenu inférieur au SMIC.



Pour la plupart, ils travaillent et aspirent à travailler à temps plein. Or, ce sont bien les employeurs qui définissent la durée du contrat, la rémunération, les horaires, les conditions de travail et d'emploi.

EXEMPLE

Limiter les recours abusifs aux contrats courts et précaires

Il faut responsabiliser les entreprises pour limiter les recours abusifs aux contrats très courts en instaurant par exemple un bonus-malus, en sécurisant les parcours de vie et professionnels des personnes qui les subissent.

LIMITER LE POIDS DES DÉPENSES CONTRAINTES



Se loger, se vêtir, manger, se chauffer, se déplacer, téléphoner... constituent un socle de dépenses contraintes dont il faut limiter le poids pour améliorer le pouvoir

d'achat et permettre notamment l'accès à des activités sportives, sociales et culturelles.



EXEMPLE

Aides à la transition écologique

Compenser les efforts indispensables à la transition écologique par des aides spécifiques à la hauteur des besoins des ménages modestes (chèque mobilité, aide substantielle pour l'achat de véhicules propres, aides incitatives au covoiturage...).



EXEMPLE

Plans de déplacement

Négocier des plans de déplacement d'entreprise, et s'il n'y en a pas, rendre la prime de transport obligatoire.



EXEMPLE

Coût du logement

Encadrer les loyers dans les zones tendues.

EXEMPLE

Précarité énergétique

Réduire la précarité énergétique en investissant massivement dans l'aide à la rénovation thermique des logements.